

4 novembre 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Barack Obama, Président des Etats-Unis d'Amérique, avec TF1 et France 2 le 4 novembre 2011, sur l'action coordonnée de l'Union européenne et des Etats-Unis face à la crise économique et sur les relations franco-américaines.

DAVID PUJADAS -- Bonsoir à tous, bonsoir Monsieur le président.

LE PRESIDENT -- Bonsoir

DAVID PUJADAS -- Bonsoir Monsieur le président.

M. BARACK OBAMA -- Bonsoir.

DAVID PUJADAS -- C'est un entretien inédit à l'occasion de ce G20 en France, c'est la première fois que deux chefs d'État, français et américain, accordent une interview ensemble. Merci de nous recevoir avec Laurence Ferrari.

LAURENCE FERRARI -- Bonsoir, Monsieur le président Sarkozy, bonsoir, Monsieur Obama, merci de répondre à nos questions.

DAVID PUJADAS -- Alors, honneur à la puissance invitée, Monsieur Obama, le problème de la crise de l'euro, la crise grecque a totalement phagocyté ce sommet. On nous a dit que les États-Unis sont impatients, croyez-vous vraiment en l'euro, faites-vous confiance aux dirigeants européens pour résoudre cette crise ?

M. BARACK OBAMA -- Premièrement, je crois que l'on doit souligner que l'économie est tellement mondialisée aujourd'hui que ce qui se passe aujourd'hui en Europe a un impact sur les États-Unis et inversement. Nous sommes totalement interconnectés. J'ai une confiance totale dans les dirigeants européens, le président Sarkozy et la chancelière Merkel, pour s'assurer que le projet européen avance, que l'on résolve la crise financière, que l'on peut retrouver la croissance, qu'on peut remettre nos populations au travail et retrouver la prospérité. Il reste beaucoup à faire, mais je pense que le plan européen, qui a fait l'objet de cette annonce le 27 octobre, jette les bases pour un progrès économique. Cela recapitalise les banques, on a un chemin à suivre, une solution pour la Grèce, on a un pare-feu qui rassure les marchés pour montrer que les dirigeants européens défendent l'euro. Évidemment, c'est difficile de coordonner tant de pays différents, mais nous avons eu un leadership impressionnant du président Sarkozy et de la chancelière Merkel, ainsi que d'autres. Je crois qu'ils sont très déterminés pour avancer.

LAURENCE FERRARI -- En début de semaine, l'annonce du référendum grec a provoqué une véritable tempête en Europe. Est-ce qu'aujourd'hui on peut dire que la crise est derrière nous, que la Grèce va rester dans l'euro ? Et puis, il y a aujourd'hui le problème de l'Italie qui entre à nouveau dans la tourmente à son tour ?

LE PRESIDENT -- D'abord je partage pleinement ce qu'a dit le président Obama, nous travaillons en équipe, il n'y a pas une économie qui peut s'en sortir seule. On travaille en équipe avec un même objectif : retrouver la croissance, créer des emplois. Nous avons besoin que les États-Unis d'Amérique aillent bien et les États-Unis ont besoin d'une Europe stable. Alors est-ce que la crise

est finie ? J'aimerais pouvoir vous le dire. Nous avons fait un choix, c'est de dire la vérité aux peuples du monde, au peuple français, au peuple américain pour le président Obama. On fait tout ce qui est en notre pouvoir pour que cette crise s'arrête, que la confiance revienne et que la stabilité arrive. On a eu le problème de la Grèce, nous avons travaillé jour et nuit. Le président Obama a été tout à fait informé, minute par minute, de ce que nous faisons. Mais cet été, le président Obama avait pris la peine de téléphoner à la chancelière Merkel, à moi-même, pour expliquer le plan qu'il allait faire, mettre en œuvre, pour les États-Unis. Donc aujourd'hui, je crois que nous pouvons avoir confiance. Cela ne veut pas dire que tous les ennuis sont derrière nous. Nous sommes dans un nouveau monde après la crise économique, la crise de la dette.

DAVID PUJADAS -- L'Italie est le prochain grand sujet de préoccupation ?

LE PRESIDENT -- L'enjeu pour nous, les chefs d'État et de gouvernement, c'est de montrer que nous avons une prise sur les événements. Nous ne voulons pas subir. Et pourquoi on aime travailler avec le président Obama ? Parce que cela faisait bien longtemps que l'on n'avait pas eu une Amérique aussi attentive aux problèmes des autres, avec une telle volonté de travailler en équipe entre l'Europe et les États-Unis.

DAVID PUJADAS -- En quoi vous aide-t-elle précisément, l'Amérique, sur ce chantier-là ?

LE PRESIDENT -- L'Amérique, c'est la première puissance économique du monde. Nous avons en commun l'Atlantique, nous avons des liens historiques, nous avons besoin de vendre nos produits aux États-Unis et les entreprises américaines vendent leurs produits, aussi, en Europe. Il ne faut pas imaginer qu'il y ait un côté de l'Atlantique qui peut être malheureux et l'autre côté dans le bonheur. C'est ensemble que l'on trouve les solutions. Et cette nuit, nous avons eu des réunions avec le président Obama et la chancelière Merkel, les dirigeants européens, pour essayer de nous coordonner, parce que les marchés sont mondiaux, notre réponse à nous, chefs d'État, doit être coordonnée et mondiale.

LAURENCE FERRARI -- Que peuvent faire les États-Unis d'Amérique pour aider ?

M. BARACK OBAMA -- Lorsque l'on regarde ce qui s'est passé en 2008/2009, lorsqu'il y avait la faillite de Lehman Brothers, la crise sur Wall Street, une des premières choses que nous avons faite, c'est de dire qu'il est essentiel, non seulement pour stabiliser le système financier aux États-Unis, mais que l'on devait créer un forum, qui est devenu le G20, pour réunir les dirigeants, pour évoquer ces sujets. Nous nous sommes réunis à Pittsburg et ensuite lors du troisième G20, j'ai institutionnalisé ce forum. Et lorsque l'on regarde le bilan du G20, nous nous sommes assurés que le FMI dispose de ressources suffisantes, afin de calmer la situation. En parallèle avec les efforts qui sont menés en Europe, nous nous sommes concentrés sur les réformes financières, afin de s'assurer que les turbulences des marchés peuvent s'aplanir un peu. Tout cela est seulement possible parce qu'il y a une coopération transfrontalière. Comme Nicolas l'a dit, l'Europe est notre premier partenaire commercial. Il y a un flux énorme de marchandises dans les deux sens. Et donc il est dans notre intérêt partagé que des deux côtés de l'Atlantique, les partenaires retrouvent la croissance et qu'il y ait une prospérité économique. En fin de compte, les problèmes européens seront résolus par les Européens par les dirigeants européens. C'est cela qui est important. Les dirigeants européens doivent montrer qu'ils soutiennent et défendent l'Europe pour rassurer les marchés. Mais ce que les États-Unis peuvent faire, c'est conseiller et s'assurer qu'au niveau international, il y a les ressources et l'appui nécessaires qui sont accordées pour aider.

LAURENCE FERRARI - Mais vous ne pouvez pas nous aider concrètement. Est-ce que votre économie est suffisamment forte pour le faire ?

M. BARACK OBAMA - Une des choses essentielles que je peux faire pour l'économie européenne, c'est de m'assurer qu'il y a une croissance économique aux États-Unis. Donc, comme nous l'avons dit, il nous faut, nous aussi, réduire notre déficit budgétaire, nous devons aussi stimuler la croissance économique, accélérer cette croissance aux États-Unis.

J'ai soumis une proposition de loi au Congrès qui s'appelle « American Jobs Act » pour créer des emplois, notamment pour les projets d'infrastructures. Cela va aussi avoir des avantages pour l'Europe, parce que si le taux de croissance aux États-Unis est de 5% au lieu de 2% ou 1%, il y aura un impact direct notamment pour les exportations européennes. Mais au-delà de cette loi

aura un impact direct, notamment pour les exportations européennes. Mais au-delà de cette loi, les flux financiers, aujourd'hui, sont totalement mondialisés. Et la coopération qui existe entre notre Banque centrale et les Européens pour s'assurer qu'il y a suffisamment de liquidités dans les marchés est absolument essentielle. Et cela aide l'Europe à résoudre ses problèmes.

DAVID PUJADAS - La prise de responsabilité du couple franco-allemand pour résoudre ou tenter de résoudre cette crise face à la Grèce, d'autres disent que le couple franco-allemand a pu être humiliant pour la Grèce et a pu, d'une certaine manière, se détourner et aussi se défier des peuples, en tout cas.

LE PRESIDENT - Vous savez on est en démocratie. Et en démocratie, la première règle, c'est d'accepter les critiques et c'est normal qu'il y ait des critiques. Et moi, je ne prétends pas qu'on a tout bien fait. Ce que j'ai voulu faire, avec Madame Merkel, c'est ne pas subir les événements. Ce que vient de dire le président Obama est capital. Quand Lehman Brothers a fait faillite, vous croyez que cela n'a touché que les banques américaines ? Toutes les banques européennes ont été impactées. Quand on veut lutter contre les paradis fiscaux, ce cancer des voleurs, les menteurs, ceux qui dissimulent, si les États-Unis d'Amérique ne sont pas d'accord, alors comment on peut faire s'il y a un trou dans le dispositif ? Et Barack se souvient bien qu'à Londres, c'est lui qui a aidé la France à obtenir la publication de la liste des paradis fiscaux dans le communiqué final.

Alors après, Madame Merkel et moi et l'Allemagne, c'est la première économie de l'Europe, la seconde économie c'est la France. C'est normal qu'on prenne nos responsabilités, mais qu'est-ce qu'on attend de nous ? Nous sommes des acteurs, nous ne pouvons pas être des observateurs qui regardons s'écrouler, par la crise, les emplois de milliers de gens, de dizaine de milliers de gens qui n'y sont pour rien et, nous, faire des sourires, des petits signes, regarder et ne rien faire.

DAVID PUJADAS - On dit que vous avez « tordu le bras », entre guillemets, de Monsieur Papandreou.

LE PRESIDENT - Non ce n'est pas comme cela. On lui a dit franchement ce qu'on pensait, que faire un référendum sans informer ses partenaires, ce n'était pas bien et que si il y avait un référendum, parce que c'est toujours bien d'en appeler au peuple, il fallait en appeler au peuple sur la vraie question « voulez-vous rester dans l'Europe ou pas ? ». L'Europe c'est des droits, et Barack maintenant voit bien comment ça fonctionne, l'Europe, mais c'est aussi des devoirs. Et nous nous ne pouvons pas dire aux contribuables français « prêtez de l'argent à la Grèce » mais le gouvernement grec dit « ah, nous, les règles ne sont pas pour nous ! ». Et je suis heureux que la raison soit revenue. J'aime la Grèce, j'apprécie énormément l'Italie pour tout un tas de raisons y compris familiales mais il y a des règles. Il faut un petit peu d'autorité et un petit peu de règles, sinon, l'Europe, ça ne marche pas. Et nous, nous voulons que l'Europe marche. Et nous le devons à nos partenaires Américains parce que eux aussi ils ont besoin qu'on soit stables.

LAURENCE FERRARI - Président Obama, que pensez-vous de la taxe sur les transactions financières, est-ce que vous êtes d'accord avec le président Sarkozy là-dessus ?

M. BARACK OBAMA - Le président Sarkozy et moi-même, et je crois le G20 dans son ensemble, sommes d'accord sur le fait que les institutions financières doivent contribuer et doivent assumer leur responsabilité, notamment pour les problèmes qu'ils ont provoqués. Il faut mettre en place des garde-fous pour s'assurer que les types de crise que nous avons vus sont gérés de manière idoine. Donc, le président Sarkozy, ainsi que d'autres dirigeants européens ont examiné cette idée d'une taxe sur les transactions financières. Aux États-Unis nous avons un concept semblable, que nous appelons redevance pour la responsabilité financière. Cette redevance cible spécifiquement les banques plutôt que les transactions. Mais le principe sous-jacent, c'est un principe partagé. Ce principe est qu'on ne peut pas avoir des établissements financiers très importants, qui prennent de risques énormes, qui agissent de manière irresponsable et que cela ait un impact énorme sur le contribuable américain, sur le contribuable français, sur le grand public, les citoyens ordinaires. Ce sont les citoyens ordinaires qui doivent assumer le fardeau financier alors que ceux qui ont provoqué le problème n'ont pas de fardeau à porter. Donc il y a toute une série de mesures à prendre, nous allons examiner, notamment, les produits dérivés, ainsi que d'autres produits financiers. Il faut aussi s'attaquer aux paradis fiscaux. Il faut s'assurer

que les banques soient suffisamment capitalisées afin de décourager ces comportements risqués et irresponsables.

Nous avons avancé sur ce chemin depuis la crise 2008, et on n'est pas encore au bout. La coordination entre les pays aussi est nécessaire pour que cela soit efficace, puisque les capitaux sont mondiaux, on peut déplacer les capitaux avec l'informatique, d'un bout du monde à l'autre. Donc, on doit s'assurer qu'à chaque sommet du G20, on institutionnalise ces coopérations réglementaires qui sont essentielles pour qu'il n'y ait pas de brèche, pas de lacune dans ce système.

LE PRESIDENT -- C'est important ce que dit Barack Obama. C'est le premier président des États-Unis qui fait un pas vers la taxation des acteurs financiers. Ce n'est pas facile pour lui. Il y a une tradition, nous en Europe, qui n'est pas la même. Nous, nous voulons une taxe sur les transactions financières. On a parlé de ce sujet, jeudi matin, et je suis reconnaissant au Président OBAMA d'être ouvert sur la taxation des acteurs financiers. Ils ont fait prendre des risques immenses au monde, mais jusqu'à présent, la position traditionnelle des États-Unis, ce n'était pas celle qu'exprime le Président Obama. Il a fallu qu'il vienne pour qu'il y ait une ouverture sur ce sujet. Cela ne veut pas dire que l'on va faire les mêmes choses, naturellement. Mais si d'un côté de l'Europe, taxation et de l'autre côté, aux États-Unis, il n'y a rien, il y a un déséquilibre. Et cette ouverture, c'est cela la coordination. On n'était pas d'accord sur tout, on reste avec des différences de modalité, mais la volonté de faire participer le secteur financier à la solution de la crise, alors qu'ils nous ont mis dans cette crise, elle est totale des deux côtés de l'Atlantique.

M.DAVID PUJADAS -- Monsieur le Président, quelques questions sur les liens entre vous deux. On a dit que votre lien a évolué en dents de scie, est-ce que on peut dire aujourd'hui que vous êtes des amis proches ?

M. BARACK OBAMA -- Vu que nous avons beaucoup travaillé ensemble, Nicolas et moi-même, nous avons un lien excellent, et nous l'avons toujours eu. C'est quelque chose qui résulte du fait que nous partageons des responsabilités. Nous menons les mêmes combats dans une époque très difficile.

Nicolas a toujours été un partenaire ouvert, qui travaille beaucoup, qui a beaucoup d'énergie, que ce soit sur les questions économiques ou des questions liées à la sécurité. Il a été un partenaire absolument essentiel. On n'aurait pas pu réussir en Libye sans l'initiative, sans le leadership de Nicolas Sarkozy et de l'OTAN. On ne serait pas dans une position aussi forte en Afghanistan sans le leadership de Nicolas Sarkozy, ainsi que les autres partenaires de la coalition. Donc sur les questions sécuritaires et sur les questions économiques, nous traversons une époque très difficile. Une chose que Nicolas et moi-même partageons, c'est l'idée que des pays tels que la France et les États-Unis qui partagent les mêmes valeurs, qui partagent une histoire et qui sont des partenaires économiques très importants, nous devons travailler ensemble afin de créer un monde dans lequel il y a des perspectives, des libertés de culte, des libertés de la parole. Et donc, j'apprécie énormément notre partenariat.

LE PRESIDENT -- J'ai rencontré Barack Obama bien avant qu'il ne soit président. Je peux même vous dire que je lui avais demandé à l'époque, je crois que c'était en 2005 : « est-ce que vous serez candidat ? ». Il m'avait dit : « oh, c'est un peu tôt ! » et je savais qu'il avait prononcé un discours fantastique à une convention des démocrates et j'avais demandé à le rencontrer. C'est un homme avec qui on peut parler, on a toujours pu parler. C'est un homme que l'on peut convaincre. C'est un homme qui est courageux. Et quand il parle de la Libye, on n'aurait pas pu faire ce que l'on a fait si on n'avait pas pu parler aussi librement ensemble. C'est un homme qui fait confiance et quand il parle de l'Afghanistan, où il y a des soldats français et des soldats américains qui luttent pour que les Talibans ne reviennent pas ensemble, quand il a eu besoin de nous, on a répondu présents. Parce que je voudrais que le peuple français comprenne cela : l'amitié entre la France et les États-Unis, c'est crucial. Mais l'amitié, ce n'est pas simplement les bons moments, c'est aussi les épreuves, les souffrances, les décisions difficiles. Et quand ils ont eu, les Américains, des difficultés en Afghanistan, nous, il fallait que l'on soit à leurs côtés, parce que sinon, on n'est pas des amis, on n'est pas des alliés. On peut avoir des désaccords, on parle

très librement. Vous savez, c'est très simple, quand il n'est pas d'accord, Barack Obama, il m'appelle, et quand j'ai une difficulté, je lui dis. Nous sommes des gens qui parlons. Mais l'amitié, cela ne peut pas être simplement pour les bons moments, pour les célébrations, c'est dans les moments difficiles comme dans les bons moments. C'est cela la France et les États-Unis. LAURENCE FERRARI -- 2012, sera une année critique électorale pour vous deux, Président Obama vous vous portez candidat à votre propre succession, le Président Sarkozy ne s'est pas encore prononcé là-dessus. Qu'en est-il d'une certaine distanciation du peuple par rapport à la classe politique ? Comment allez-vous restaurer cette confiance ?

M. BARACK OBAMA - Je ne peux pas m'exprimer au sujet de la politique française, mais lorsqu'on regarde ce qui se passe aux États-Unis, depuis une décennie, voire plus, les électeurs ont l'impression que leur travail n'est pas récompensé, les électeurs ont l'impression que même s'ils s'occupent de leur famille et font ce qu'il faut faire, que les élites économiques florissent mais les gens ordinaires ont beaucoup de mal, ils ont l'impression que personne ne les écoute. Et une des raisons pour laquelle j'ai gagné l'élection de 2008, c'est que les gens avaient l'impression que je voulais changer les choses à Washington. Le changement souvent c'est lent en politique, malheureusement. Et le contexte économique est très difficile partout dans le monde, mais la chose la plus importante pour ceux qui sont dans ces positions de responsabilités, c'est de dire aux gens que nous nous battons pour eux, que nous sommes de leur côté et que l'on travaille ensemble et que l'on va dans le même sens. Je crois que lorsque les élus oublient pourquoi ils ont été élus, lorsqu'ils pensent plus à la politique qu'au fait d'aider ceux qui les ont élus, ils se trouvent en difficulté. Cela c'est souvent produit dans le passé. Donc aujourd'hui, je ne me concentre pas trop à la politique partisane, puisque si je fais un bon travail et si je me consacre à aider les gens qui ont voté, qui m'ont élu, ils vont me faire confiance. Mais cela dépasse évidemment une seule personnalité, ce sont les institutions dans leur ensemble qui doivent être responsables. Souvent aux États-Unis, on a l'impression que si on a beaucoup d'argent et si on est une grande entreprise, souvent, on a automatiquement un accès aux élus, on peut les convaincre et que les gens ordinaires n'ont pas de voix. Ce que nous avons essayé de faire, c'est d'ouvrir les choses à Washington pour entendre tout le monde. Je suis confiant que l'on peut restaurer cette confiance mais cela prendra du temps. Ce type de transparence, de responsabilisation et de bonne gouvernance est quelque chose qui marche bien aux États-Unis, et ailleurs aussi.

DAVID PUJADAS -- Est-ce que cela va aussi pour votre partenaire ?

M. BARACK OBAMA -- Je crois que Nicolas Sarkozy est quelqu'un qui va parler aux Français pour savoir comment aider la reprise économique et, évidemment, je ne mêle pas à la politique française. Je suis sûr que Nicolas Sarkozy connaît mieux la politique française que moi. Donc, il pourra apporter une analyse plus lucide que la mienne. Néanmoins, je constate qu'il a beaucoup d'énergie et c'est quelqu'un qui n'aime pas perdre. Donc, il va apporter toute cette énergie à toute campagne éventuelle.

LE PRESIDENT -- Beaucoup de gens aux États-Unis comme en France, ils sont lucides, ils ont beaucoup d'expérience. Il faut respecter le peuple et ils en ont entendu beaucoup, ils en n'ont vu beaucoup et ils ne se laissent pas prendre par des histoires fausses. Barack a raison, nous avons une chose à faire : faire notre travail, assumer nos responsabilités, faire notre devoir. Et après, les peuples choisiront et leur choix, par définition sera le bon. Et nous, nous avons une ligne : agir le mieux possible. Voilà.

LAURENCE FERRARI - Merci à tous les deux d'avoir répondu à nos questions ce soir.

M. BARACK OBAMA -- Merci beaucoup. Permettez-moi de dire aussi que le lien entre nous deux, est très important, mais comme nous l'avons vu, nous avons eu cette cérémonie avec les troupes américaines et les troupes françaises, l'histoire partagée entre nos deux pays est essentielle.

L'affection entre nos deux peuples, c'est ce qui rend cette alliance si forte et si importante. Je crois que les Américains ont beaucoup de respect et beaucoup d'admiration pour cette amitié de longue date entre nos deux pays. Et cela, c'est quelque chose qui dépasse la relation entre deux dirigeants.

Merci infiniment de m'avoir accordé cette occasion de parler au peuple français

merci infiniment de m'avoir accordé cette occasion de parler au peuple français.

LE PRESIDENT -- Le Président Obama a dit quelque chose, tout à l'heure, vraiment que je partage, c'est que dans l'opération libyenne, tous nos soldats sont rentrés à la maison. Tous nos soldats sont rentrés à la maison. Et je peux vous dire dans la responsabilité qui est la nôtre d'envoyer des soldats se battre pour nos idées, le fait qu'ils rentrent tous chez eux, c'est quelque chose qui est assez remarquable et qui a soulagé d'un grand poids les décisions qu'on a dû prendre.

LAURENCE FERRARI -- Merci à tous les deux pour cette interview exceptionnelle, ce soir, sur nos antennes. Merci.